

mi de classe et donner aux différentes situations la solution qui puisse le mieux convenir à la défense de son privilège. Lorsqu'en avril 1931, la proclamation de la République apparut une nécessité, la bourgeoisie espagnole n'hésita point à y recourir et ce fut d'ailleurs là une manifestation claire de prévoyance, car, en face de tous les mouvements qui suivirent, il aurait été bien risqué de s'y opposer par les méthodes brutales de la réaction: un appoint était nécessaire et celui-ci a été fourni par les gouvernements de la gauche avec l'appui des socialistes, le groupe le plus nombreux parmi les républicains « fidèles et sincères ».

Immédiatement après la fondation du nouveau régime, la vague des grèves déferle dans tout le pays, notamment celles des Téléphones, de l'Andalousie, auxquelles firent suite les autres de Bilbao, de Barcelone (Bâtiment), de Valence, de Manresa, etc. Au cours de tous ces événements, les positions suivantes s'affirment: le gouvernement, présidé par Zamora, s'oriente de plus en plus vers la répression féroce; le ministre de l'Intérieur Maura, qui étendra au sol trente paysans à Séville, répondra aux interpellations que « rien n'arrive » et le 20 octobre de la même année, la « loi de défense de la République » sera votée pour interdire les grèves, pour imposer l'arbitrage obligatoire des conflits du travail au travers des Commissions Paritaires et mettre hors la loi les organisations syndicales qui ne donneraient pas un préavis de dix jours avant la déclaration d'une grève. En même temps, l'Union Générale des Travailleurs Socialistes organisera ouvertement le sarrasinage des mouvements décidés par la Confédération Nationale du Travail (anarco-syndicaliste), si ce n'est qu'elle arrivera à préconiser la lutte armée contre les ouvriers organisés dans la C.N.T. Et il faut dire que cette politique des socialistes eut un certain succès puisqu'à part de rares occasions où les ouvriers des deux Centrales firent cause commune, l'U. G. T. parvient à maintenir au travail ses affiliés. Lorsque cela n'aboutissait pas à l'échec des mouvements ouvriers, ils en étaient rendus extrêmement plus difficiles si ce n'est plus sanglants à cause de l'intervention de la Garde Civile.

De l'autre côté de la barricade se trouvent les syndicats de la C. N. T. autour

desquels se polarise la lutte de la classe ouvrière. Mais les positions politiques des anarchistes ne pouvaient nullement correspondre aux nécessités de la situation et bien que ses militants aient souvent fait preuve de grand courage, les dirigeants, au point de vue politique, n'arrivèrent jamais à coordonner un plan d'ensemble susceptible de reconstituer l'unité du bloc ouvrier pour le mener à la victoire contre le patronat. La suite ininterrompue des grèves auxquelles aucune issue n'était préétablie finissait par fatiguer les masses se trouvant toujours dans l'impossibilité d'obtenir une sérieuse amélioration de leur sort, alors que des épisodes désespérés se produisaient en Catalogne et en Andalousie, où des Communes Libres étaient fondées pour l'organisation de la société libertaire. Il est à noter que ces mouvements extrêmes ne rencontraient même pas l'appui solidaire de la direction de la C. N. T., ainsi qu'il en fut le cas pour le délégué de la Commune libre de Figols qui « se rend à Barcelone afin de s'assurer l'appui du prolétariat de cette ville; il en revient sombre et attristé; il n'avait pu obtenir aucune promesse de soutien pour le mouvement de Figols » (« Révolution. Prolétarienne » de févr. 1932, reportage de Lazarevitch). Loin de nous l'idée de critiquer la C. N. T. parce qu'elle ne proclame pas encore une fois la grève générale. Si nous avons voulu revenir sur cet épisode, c'est uniquement pour montrer que la politique des dirigeants anarco-syndicalistes ne pouvait aboutir qu'à embouteiller le mouvement général des ouvriers espagnols dont certains détachements étaient emportés vers des gestes désespérés réprimés avec cruauté avec l'appui inconditionné des socialistes.

La gamme des événements de 1931-32-33 nous présente donc un gouvernement de gauche s'appuyant solidement sur l'U. G. T. alors que la classe ouvrière n'a d'autre position de défense que celle de confier son sort à la C. N. T. Ce point essentiel concernant le rôle de la C. N. T. et qui n'est nullement particulier aux seules années dont nous parlons, doit porter les communistes à examiner si, à l'envers des autres pays où le mouvement communiste a trouvé sa source dans les organisations syndicales et politiques socialistes, issues de la lutte et de la scission avec les anarchistes, en Es-

pagne, par contre, il ne se vérifiera pas que le mouvement syndical évoluant vers le communisme trouvera sa source dans les syndicats de la C. N. T. aussi bien que dans ceux de la U. G. T.

Les anarchistes qui n'avaient pas un plan d'ensemble pour les grandes batailles de classe qui se déroulaient, étaient dans le domaine politique, en un état de confusion totale: bien qu'hostiles à la République, à « tous » les partis, ils ne luttaient pas contre les mouvements séparatistes de l'extrême gauche bourgeoise ce qui déterminait évidemment les masses à reporter leur confiance sur ces mouvements d'où ont surgi des épisodes de courage indiscutables, mais qui ne peuvent avoir aucun rapport avec les intérêts de la classe ouvrière.

Sur le plan gouvernemental, ainsi que nous l'avons dit, le glissement à gauche se faisait au rythme correspondant à l'extension des mouvements grévistes, mais la répression sévissait féroce et l'on en arriva jusqu'à déporter des militants anarchistes. Déjà en août 1932, une manœuvre en sens inverse se dessine de la part de la bourgeoisie; Sanjurjo tente un coup de main à Madrid et à Séville et précédemment les élections supplétives de juin à Madrid marquent un succès pour le fils de Primo de Rivera. La conjuration de Sanjurjo échoue, la République est sauvée et les ouvriers en janvier 1933 à Barcelone, Valence, Cadix et en mai à Malaga, Bilbao, Saragosse, sentiront par les balles de la garde civile ce que leur en coûte de ne pas parvenir à diriger leurs coups contre la gauche bourgeoise au même titre que contre la droite.

Le 8 septembre 1933 Azana donne sa démission et après un interrègne de 23 jours du gouvernement Lerroux, Martinez Barrios procède à la dissolution des Cortès et cela, semble-t-il, en violation de l'article 75 de la Constitution. Ce même Barrios, qui fut chargé de réaliser le passage de la gauche vers la droite en 1933, eut la même charge au début des événements actuels, mais cette fois-ci sans pouvoir y parvenir. Et c'est ainsi que se clôtura la première phase de la République Espagnole. Il s'agit de préciser un point qui aura une valeur pour ce qui concerne les derniers événements également. L'on est porté à considérer la République, aussi bien que les gouver-

nements de gauche, comme un fruit de la classe ouvrière, un fruit imparfait il est vrai, mais toujours une expression de la classe ouvrière en éveil. En même temps la bourgeoisie, en face des masses qui reprennent leurs luttes, n'aurait rien d'autre à faire que de confier son sort à un gouvernement de gauche. Enfin le personnel de cette gauche se tromperait deux fois: d'abord quand il se confie à la bourgeoisie qui se débarrassera de lui au moment opportun, ensuite de croire que les ouvriers se contenteront de ses phrases et renonceront à la lutte pour les revendications qui leur sont propres. A notre avis il ne peut nullement s'agir — pour expliquer les événements politiques — de la volonté de telle ou telle autre formation bourgeoise, mais il faut expliquer le rôle que jouent dans la lutte des classes des institutions données, en l'occurrence la République.

Or la République apparaît comme la forme spécifique de la répression anti-ouvrière, la forme qui correspond le mieux aux intérêts du capitalisme puisqu'elle peut ajouter à la répression sanglante l'appoint qui est représenté par l'U. G. T. et le parti socialiste. On pourrait objecter que le capitalisme aurait pu recourir à une autre forme de gouvernement et que s'il ne l'a pas fait, c'est uniquement parce que la pression des ouvriers l'obligeait à une conversion vers la gauche. Ce genre de discussions hypothétiques n'a pas grand intérêt pour nous et nous semble même inconcluant, mais ce qui nous paraît être l'essentiel c'est que le capitalisme doit être combattu dans la forme gouvernementale qu'il se donne, la droite comme la gauche. Et les bases de classes, la lutte autonome et indépendante du prolétariat permettent de sortir du dilemme droite-gauche bourgeoise et de ne pas favoriser la droite quand on lutte contre la gauche, comme inversement de ne pas appuyer la gauche quand la lutte est menée contre la droite. La République Espagnole est ce qu'elle est et pas ce que l'on aurait voulu qu'elle soit. Sa fonction de brutale opposition aux intérêts ouvriers prouve à l'évidence que sa source se trouve uniquement dans le camp bourgeois et que les ouvriers qui sont tombés sous les balles de la République ne doivent point souffrir l'affront d'en avoir été les porteurs, d'en avoir conçu la victoire.